

BAROMETRE 2015 DES ENTREPRISES PARISIENNES

Janvier 2016

■ ■ ■ **Bilan 2015** : hausse de 7% les immatriculations au RCS (effet de l'immatriculation des auto-entrepreneurs), ainsi que du stock d'entreprises actives à Paris (+2,3%) ; les règlements amiables progressent, soit +9% d'ouvertures de mandats ad hoc et de conciliation, avec une forte diminution des emplois salariés concernés (près de deux fois moins) et des passifs ; augmentation de 14% des ouvertures de sauvegarde et de redressement judiciaire (plus de trois fois plus d'emplois salariés concernés) ; stabilité des jugements d'ouverture de liquidation judiciaire. ■ ■ ■

Inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris

381 028 entreprises en activité au 31 décembre 2015

Au 31 décembre 2015, le stock d'entreprises actives (381 028) enregistre une hausse de 2,3%, avec 8 583 entreprises supplémentaires en activité à Paris par rapport au 31 décembre 2014.

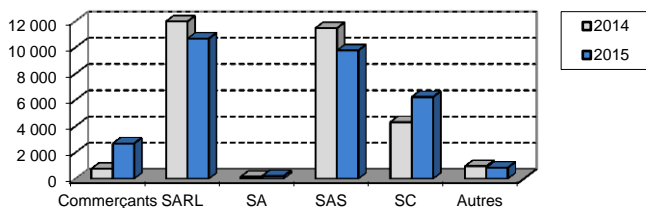
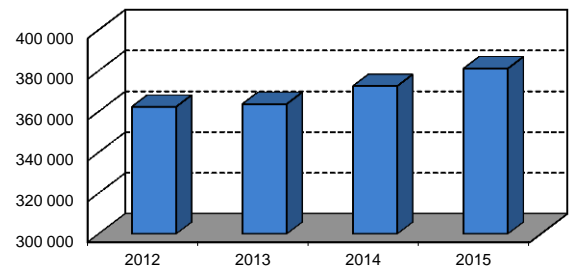
Immatriculations d'entreprises

En 2015, le RCS de Paris enregistre l'immatriculation de 32 934 nouvelles entreprises, soit une augmentation de 7% par rapport à 2014. Celle-ci est principalement due aux immatriculations de 2 600 auto-entrepreneurs.

Typologie des dirigeants à la tête des nouvelles entreprises

65% des nouveaux dirigeants sont des hommes, 27% sont des femmes, 8% sont des personnes morales.

Stock des entreprises en activité



Statut juridique des entreprises commerciales immatriculées

67,2% des immatriculations concernent des entreprises commerciales. Sont notamment recensées : 35% de SARL, 32% de SAS, 0,2% de SA ; 8,8% sont des commerçants, des EIRL et des auto-entrepreneurs. Les sociétés civiles représentent 21% des nouvelles entreprises. Les autres statuts juridiques constituent 3% des immatriculations : SNC, GIE, GEIE, sociétés d'exercice libéral, coopératives, etc ...

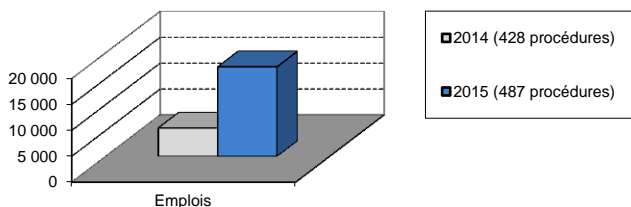
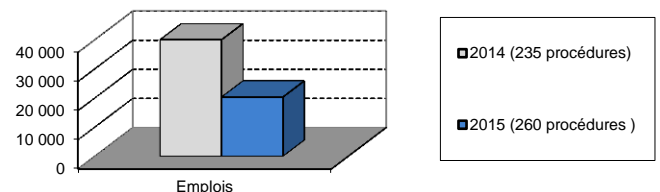
A noter : les créations de SAS enregistrent une hausse de 7 points en 2015, par rapport à 2014, au détriment des SARL principalement en recul de 5 points.

Prévention des entreprises en difficulté

Détection des difficultés : 1 831 dossiers d'entreprises en potentielle difficulté ont été ouverts en 2015, soit une hausse de 1% par rapport à 2014.

Traitement préventif : 273 demandes de mandat ad hoc et de conciliation ont été présentées au tribunal en 2015, soit 9% de plus qu'en 2014. Celles-ci ont donné lieu à l'ouverture de 260 procédures, soit une hausse de 11% par rapport à 2014.

Emplois et passifs* : 20 328 emplois en 2015, soit près de deux fois moins qu'en 2014. Le montant des passifs traités dans le cadre de ces procédures ouvertes a porté sur 1 076 millions € en 2015, contre 5 077 millions € en 2014.



Procédures d'observation et de traitement des difficultés

Sauvegardes : 71 procédures de sauvegarde ont été ouvertes par le tribunal en 2015, soit +29% par rapport à 2014.

Redressements judiciaires : 416 procédures ont été ouvertes en 2015, contre 373 en 2014, soit une hausse de 12%.

Emplois* : 17 272 salariés* concernés par ces procédures en 2015, soit plus de trois fois plus qu'en 2014.

Plans en cours : 906 plans (sauvegarde, continuation ou cession) sont en cours d'exécution au 31 décembre 2015, contre 898 au 31 décembre 2014, soit +7%.

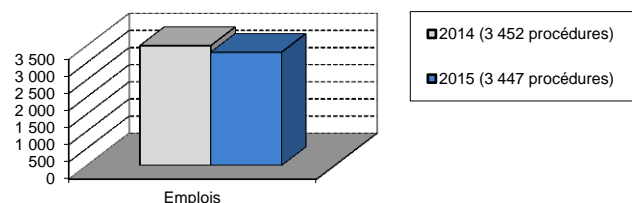
Liquidations judiciaires

Jugements d'ouverture : 3 447 jugements d'ouverture ont été prononcés en 2015, soit un volume stable en comparaison avec 2014.

Emplois* concernés : 3 310 salariés, contre 3 860 en 2014, soit une baisse de 14%. Moyenne d'un salarié par procédure.

Procédures en cours : 7 371 procédures sont en cours devant le tribunal au 31 décembre 2015. 3 825 procédures ont été clôturées en 2015, soit une hausse de 17% par rapport à 2014.

Le taux de rotation des dossiers est de 23 mois (stock/clôtures), contre 27,4 mois en 2014.



* Il s'agit des emplois/passifs déclarés ou connus.

Source : greffe du tribunal de commerce de Paris